



La Commune



POUR LE FRONT DU REFUS - POUR UN PARTI QUI NOUS REPRÉSENTE VRAIMENT

Élections législatives des 11 et 18 juin - Premier tour



Nous n'irons pas par quatre chemins : notre organisation ne donne aucune consigne de vote pour ce premier tour. La raison en est simple :

1. ces élections sont antidémocratiques. Le principe de base du suffrage universel à savoir « un homme, une voix » est bafoué par un « mode de scrutin » dit « uninominal à deux tours » basé sur un découpage électoral défavorable aux classes populaires. Les sondages eux même en signent l'aveu : avec seulement 30% des voix, une formation invertébrée (LREM) pourrait ravir plus de 70% des sièges de députés
2. Personne ne nous représente à cette élection pour dire haut et clair : interdiction du travail précaire et interdiction des licenciements par la loi. Une nouvelle fois, le combat pour l'abrogation totale de la loi El Khomri et le retrait du canevas d'ordonnance a été relégué au second plan au nom des « priorités de campagne » des formations politiques grandes et petites.

Sans aucun doute, bon nombre de salariés, de jeunes s'apprêtent à voter pour les candidats « France insoumise » qui déclarent s'opposer à la loi travail. Un nombre plus important encore s'apprête consciemment et spontanément à faire la grève du vote. Ceux qui voteront FI et ceux qui s'abstiendront (ou voteront blanc et nul) font partie d'un même front du refus. Un front du refus dont l'expression la plus vive s'est manifestée dans la grève des conducteurs de Citerne et dans la révolte des ouvriers de GM&S (Creuse) ces tout derniers jours.

Une chose est sûre : les « initiatives » de Macron et de son gouvernement créent une situation explosive et les « Ordonnances » sont une bombe à retardement.

Il y a « choc » entre les revendications des conducteurs de citerne (Hausse de salaire- 13ème mois - Prévention médicale) et la loi travail conçue pour baisser « le coût du travail salarié » par tous les moyens possibles et imaginables.

Cette situation dramatique pour la majorité de la population fait ressurgir le besoin d'un parti des travailleurs, de femmes et d'hommes libres, s'organisant contre l'exploitation et l'oppression, pour la mobilisation Tous ensemble autour des revendications vitales , un parti qui ne soit ni une formation invertébrée prétendant « fédérer le peuple en réseau » (France insoumis), ni une organisation bureaucratique où « ceux qui savent » dictent leur loi à ceux qui vivent et luttent.

Cette situation intenable exige de renouer avec le syndicalisme de lutte de classe, indépendant politiquement et financièrement de l'État, le syndicalisme de revendication et de contestation, fédéré et confédéré. Dans cette voie, comme le dit un document confédéral CGT : « La négociation collective ne doit pas devenir une arme de régression sociale » Ce qui en clair veut dire : l'abrogation totale de la loi Travail et le retrait du canevas d'Ordonnances -Macron devrait être le préalable nécessaire à tout contact des dirigeants confédéraux avec le gouvernement et le ministère du Travail

Cette situation trace la perspective de la grève générale, par le surgissement et le renforcement des grèves partielles déterminées jusqu'à satisfaction des revendications, par l'affirmation du Front du refus des « réformes ».

Comité national de la Commune , le 9 juin 2017

Modifié le vendredi 09 juin 2017

Voir aussi dans la catégorie Déclarations

COMMUNIQUÉ



Communiqué du groupe La Commune

Conformément à ses statuts, et sur proposition de son Comité National, l'assemblée générale des militant.e.s du groupe La Commune, section française de la Ligue Internationale Socialiste... »

DÉCLARATION



L'avenir de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne peut pas se faire sans le peuple kanak

Droit au peuple kanak à disposer de lui-même et à l'indépendance ! Report du référendum du 12 décembre 2021 ! »



LIGUE SOCIALISTE

Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaîtra de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale »

NOTES

RETRAIT DE LA LOI « SECURITE GLOBALE » - MANIFESTATION AUJOURD'HUI SAMEDI 28 NOVEMBRE 2020

DECLARATI

28 NOVEMBRE 2020

C'est désormais au grand jour que la crise de fin de régime s'expose et interpelle chacun et chacune, dans une violence inouïe menée par la police aux ordres du gouvernement. Macron peut bien,... >>



COMMUNIQU

Journée Internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes

Communiqué du 25 novembre 2020 >>



COMMUNIQU

Communiqué

C'est avec la plus extrême fermeté que nous condamnons l'assassinat barbare qui a été commis le vendredi 16 octobre 2020 contre Samuel Paty, professeur d'histoire à... >>

